

Objectifs du programme

Le « Programme d'échange pour les femmes en Asie, dans le Pacifique et les pays africains en 2020 : En vue d'éliminer les violences basées sur le genre » de l'année 2020/21 est mis en œuvre par le Bureau pour l'égalité des sexes du Bureau du Cabinet dans le but de contribuer à l'élimination de la violence basée sur le genre. Il promeut le partage des connaissances et des expériences à travers les échanges entre participants issus de la région Asie-Pacifique, dont le Japon, et de la région Afrique.

Présentation du programme

Participants (9 pays)

Les participants sont au nombre de deux, un fonctionnaire et un employé d'un organisme d'aide (ONG, etc.), pour chaque pays indiqué ci-dessous :

- Région Afrique : République de Namibie, République de Sierra Leone (pays anglophones)
République démocratique du Congo, Burkina Faso, République de Madagascar (pays francophones)
- Région Asie-Pacifique : Commonwealth d'Australie, République des Philippines (pays anglophones)
- Japon

Contenu

L'année 2020/21 a été consacrée à la compréhension de l'état de la situation concernant les violences faites aux femmes dans chaque pays participant, afin de préparer le programme d'échange qui se tiendra au Japon en 2021/22.

1) Étude de base (9 pays)

Recherche documentaire à partir des informations disponibles sur internet pour collecter les données de base sur la situation relative à la VBG dans les 9 pays participants (6 pays de la région Afrique et 3 de la région Asie-Pacifique).

2) Étude des besoins en vue de l'élaboration du programme d'échange (6 pays de la région Afrique)

Réalisation d'enquêtes écrites et orales, à destination d'organisations gouvernementales et d'organismes d'aide de chacun des 6 pays participants de la région Afrique, portant sur la situation relative à la VBG, ainsi que sur le système juridique et les mesures en place.

3) Réunions d'échange d'informations et d'opinions en ligne (9 pays participants)

Réalisation de réunions d'échange en ligne, organisées séparément pour le groupe anglophone et le groupe francophone.

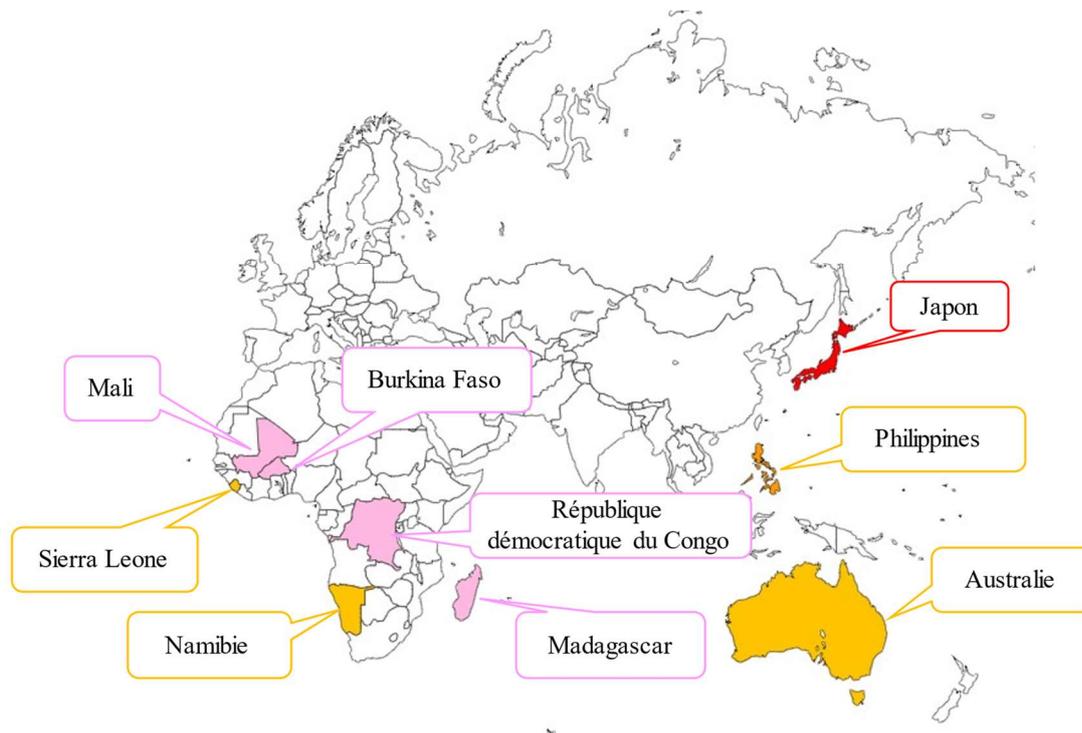
4) Rédaction du programme d'échange (prévues pour 2021/22)

Nous avons prévu d'inviter au Japon, en 2021/22, les participants aux réunions d'échange d'informations et d'opinions en ligne qui ont eu lieu en 2020/21. Nous avons pour cela rédigé le programme provisoire d'échange, à partir des informations obtenues lors des étapes 1) à 3) ci-dessus.

Nous avons bénéficié des réflexions et des conseils du comité de réflexion composé des six personnes suivantes pour la réalisation du présent programme :

Présidente : TANAKA Yumiko, professeure invitée de l'université internationale de Josai, conseillère principale pour le genre auprès la JICA

Membres : OGAWA Shingo, président de l'OSBL Terra Renaissance
SATO Mariko, directrice du bureau de Tokyo du Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA)
TAGA Futoshi, professeur, département d'éducation et de littérature de la Faculté des lettres de l'université du Kansai
MATSUMOTO Kazuko, directrice déléguée de l'OSBL Women's Net Saya-Saya
WATANABE Miho, chercheuse au Centre national de l'éducation des femmes



Carte des pays participants

Les pays participants au programme d'échange sont les suivants :

Pays anglophones (en rose sur la carte) :

- Commonwealth d'Australie (ci-après « Australie »)
- République des Philippines (ci-après « Philippines »)
- République de Namibie (ci-après « Namibie »)
- République de Sierra Leone (ci-après « Sierra Leone »)

Pays francophones (en orange sur la carte) :

- République démocratique du Congo (ci-après « RDC »)
- Burkina Faso (ci-après « Burkina Faso »)
- République de Madagascar (ci-après « Madagascar »)
- République du Mali (ci-après « Mali »)

Sigles et acronymes

ADP	Aide publique au développement
APEC	Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (en anglais : <i>Asia-Pacific Economic Cooperation</i>)
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEDAW	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (<i>Convention of Elimination of All Forms of Discrimination against Women</i>)
G7	Groupe des sept (France, États-Unis, Royaume-Uni, Allemagne, Japon, Italie, Canada)
G20	Groupe des vingt (G7 et les pays/régions suivantes : UE, Russie, Chine, Inde, Brésil, Mexique, Afrique du Sud, Australie, Corée du Sud, Indonésie, Arabie Saoudite, Turquie, Argentine)
IRC	International Rescue Committee
JICA	Agence japonaise de coopération internationale (<i>Japan International Cooperation Agency</i>)
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	Objectifs de développement durable
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non-gouvernementale
ONU Femmes	Entité des Nations unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
OSBL	Organisation sans but lucratif
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
Sigles	Nom officiel en français
TICAD 7	7 ^{ème} Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (<i>7th Tokyo International Conference on African Development</i>)
UNFPA	Fonds des Nations unies pour la population (<i>United Nations Population Fund</i>)
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance (<i>United Nations Children's Fund</i>)
UNOCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (<i>United Nations Office for Coordination of Humanitarian Affairs</i>)
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international (<i>United States Agency for International Development</i>)
VBG	Violence basée sur le genre
VIH/SIDA	Virus de l'immunodéficience humaine/ Syndrome d'immunodéficience acquise

Tableau de conversion monétaire⁴

Devise	En yens	En dollars américains
1 franc congolais	0,05 yen	0,00050 dollar
1 franc CFA ⁵ (Burkina Faso)	0,19 yen	0,00184 dollar
1 ariary (Madagascar)	0,03 yen	0,00026 dollar

⁴ Taux en vigueur le 7 février 2021, Oanda (dernière consultation le 7 février 2021)

<https://www1.oanda.com/lang/ja/currency/converter/>

⁵ Monnaie commune aux huit pays suivants: Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo.

Liste des termes utilisés dans ce rapport

Terme	Définition
Gestion de cas	Processus de soutien à un individu qui consiste à identifier et planifier le type de soutien qui satisfera ses divers besoins, en utilisant les ressources disponibles et en discutant/collaborant avec les personnes, services, etc. concernés ⁶ .
Résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU	Adoptée en 2000, c'est la première résolution du Conseil de sécurité à associer clairement les femmes et la réalisation de la paix et de la sécurité internationales. En date de décembre 2020, 89 pays avaient rédigé un plan d'action national.
Mariage d'enfants	Désigne tout mariage officiel ou toute union non officialisée entre un enfant de moins de 18 ans et un adulte ou un autre enfant ⁷ .
Violence basée sur le genre (VBG)	La Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1993, définit la violence à l'égard des femmes comme « tous actes de violence dirigés contre le sexe féminin, et causant ou pouvant causer aux femmes un préjudice ou des souffrances physiques, sexuelles ou psychologiques, y compris la menace de tels actes, la contrainte ou la privation arbitraire de liberté, que ce soit dans la vie publique ou dans la vie privée ». À partir de cette définition, le présent programme définit la violence basée sur le genre comme « une violence basée sur les normes de genres et les relations inégalitaires de genre » et traite en particulier des violences d'ordre physique, psychologique, économique ou sexuel, que ce soit dans la vie publique, privée ou en ligne et perpétrées par des agresseurs mâles sur des femmes et des filles.
Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes	Adoptée en 1979 et entrée en vigueur en 1981, elle a pour principe fondamental l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, et définit de façon concrète ce que sont ces discriminations et règlemente l'égalité de l'homme et de la femme dans tous les domaines, que ce soit la vie politique et publique, l'éducation, l'emploi, la santé, les relations familiales, etc.
Soutien psychosocial	Ce soutien psychologique, qui tient compte de la relation entre problèmes psychologiques et sociaux, aide les victimes, leur famille et leur communauté à reconstruire des structures sociales ⁸ .
Santé et droits en matière de sexualité et de reproduction	Il s'agit du bien être général physique, mental et social en ce qui concerne la sexualité, autrement dit le fait de mener une vie sexuelle satisfaisante et en toute sécurité, et de pouvoir décider librement et de jouir du droit de se marier ou non, d'avoir des enfants ou non, et si oui de décider du nombre d'enfants ⁹ .
Violence domestique	Il n'y a pas de définition précise, mais au Japon, elle signifie en général « violence exercée sur une personne avec qui l'on a, ou a eu, une relation intime, que ce soit un(e) conjoint(e), un(e) amant(e), etc. ». À l'étranger, le terme de violence entre partenaires intimes (VPI) est souvent utilisé.
Mécanisme national	Organisation qui élabore et coordonne les politiques en matière d'égalité des genres et d'autonomisation des femmes.
Ordonnance restrictive ¹⁰	Ordonnance prononcée par le tribunal à l'encontre du conjoint suite à la requête d'une personne qui a été victime de violences physiques de la part de son conjoint et pour laquelle il y a un grand risque à ce que sa vie ou son intégrité physique soient mises en danger par l'ajout de nouvelles violences physiques, ou parce qu'elle a reçu des menaces portant sur sa vie de la part de ce conjoint.
Protocole de Maputo ¹¹	Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes, adopté en 2003 à Maputo, Mozambique, et entré en vigueur en 2005. Ratifié par 42 des 55 États

⁶ Rédigé d'après la définition du site internet de la *Case Management Society* (dernière consultation le 29 janvier 2021) (<https://www.cmsuk.org/case-management/what-is-case-management>)

⁷ Site internet de l'UNICEF (dernière consultation le 29 janvier 2021), https://www.unicef.or.jp/about_unicef/about_act04_04.html

⁸ Rédigé à partir des définitions de l'OMS et du Comité international de la Croix rouge (dernière consultation le 15 février 2021) (<https://www.who.int/hiv/topics/psychosocial/support/en/>; <https://www.ifrc.org/en/what-we-do/health/psychosocial-support/>)

⁹ Rédigé à partir du lexique du site internet du bureau de l'UNFPA à Tokyo (dernière consultation le 29 janvier 2021) (<https://tokyo.unfpa.org/ja/glossary>)

¹⁰ Site internet du bureau du Cabinet du Japon (dernière consultation le 29 janvier 2021) (https://www.gender.go.jp/policy/no_violence/e-vaw/law/12.html)

¹¹ Site internet de l'Union africaine (dernière consultation le 7 février 2021) (<https://au.int/en/newsevents/20201117/maputo-protocol-womens-rights-africa>)

	membres de l'Union africaine, et uniquement signé par 10. Il promeut les droits et la santé sexuelle et reproductive des femmes, dont l'interdiction des mutilations génitales féminines et le droit à l'avortement.
Référencement	Obtention d'informations par le référencement vers des professionnels ou des organismes spécialisés selon les besoins de la victime. Les professionnels et organismes spécialisés sont présentés à l'utilisateur, permettant à la victime de recevoir des services.
Centre de services intégrés (« One stop centers »)	Centres où les victimes de VBG peuvent recevoir en un seul lieu une aide médicale, psychosociale et juridique. Les victimes n'ont pas besoin de raconter les faits à de nombreuses reprises, ce qui leur permet de recevoir les aides nécessaires dans des délais brefs et participe à éviter la victimisation secondaire.

NB : Par respect pour la personnalité de la victime de VBG, le terme de « survivante », ou « victime-survivante » est également utilisé, mais, dans ce rapport, tout en reconnaissant la personnalité de la victime, nous avons utilisé le terme de « victime » pour rester en accord avec les autres publications du Bureau pour l'égalité des sexes du Bureau du Cabinet.

